**PROJET de PROCÈS- VERBAL
DE LA RÉUNION ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18. 06. 2025**

L'an deux mil vingt-cinq, le dix- huit juin à dix- huit heures, le Conseil Municipal de la commune de Villars Sous Ecot (Doubs) s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Christian Hirsch, maire.

Présents : C. HIRSCH, C. MOUHOT, F. CLERGET, Y. MARAIN, L. PELLIER, C. PEQUIGNOT

Absents : I. CASSARD, S. GROSSIR, P. MONNIN, E. ROLLAND
Le conseil a choisi monsieur Christian Mouhot pour secrétaire de séance.

1/ Approbation du procès-verbal du 13 mai 2025

Le maire soumet au vote le procès-verbal de la réunion ordinaire, séance du 13 mai 2025 qui est adopté à l'unanimité.

2/ Décision modificative N°2 – Provision en cas de défaut de paiement

Afin d'équilibrer les chapitres entre eux (040 avec 042 et 023 avec 021), il est nécessaire d'effectuer les opérations suivantes :

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 2802 : Amort. Frais étude, élabor. modif et révi. Doc d'urbanisme		300,00 €
TOTAL D 040 : Opérations ordre transf. entre sections		300,00 €
D 681: Dot. aux Amort., aux dépréc.et aux prov.-Ch fonctionnement		300,00 €
TOTAL D042 : Opérations ordre transf. entre sections		300,00 €
D 681 : Dot.aux amort.aux déprec. Et aux prov - Ch . Fonctionnement	300,00 €	
TOTAL D 68 : Dotation aux provisions	300,00 €	

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve la décision modificative et autorise le maire à procéder au virement de crédits.

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an ci-dessus.

3/ Délibération pour groupement de commandes permanent avec PMA

Le maire présente en séance la possibilité pour les communes membres volontaires d'adhérer au groupement de commandes de PMA. Cette adhésion permet en cas de besoin de rationaliser les achats en permettant des économies en mutualisant les procédures de passation de contrats.

Vu les articles L.2113-6 et suivants du code de la commande publique offrant la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes qui ont vocation à rationaliser les achats et permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation de contrats.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5211-4-4 imposant la signature d'une convention de groupement de commandes avant l'engagement de toute procédure de passation de marchés publics mutualisés.

Vu la délibération n° C2023/90 du 30 mars 2023 du Conseil de Communauté de Pays de Montbéliard Agglomération portant engagement de la procédure de modification statutaire visant à l'intégration d'une nouvelle compétence dite « supplémentaire » : la constitution de groupements de commandes,

Considérant l'accord obtenu à la majorité qualifiée des Conseils Municipaux des communes membres de Pays de Montbéliard Agglomération au cours du 2ème trimestre 2024 permettant au Préfet de procéder à la modification statutaire susmentionnée,

Considérant que pour rendre cette nouvelle compétence pleinement opérationnelle et en amont de toute procédure d'achats groupés, il convient à présent de conclure entre l'Agglomération, ses communes membres volontaires, les Syndicats Intercommunaux / Mixtes et autres établissements publics locaux volontaires du Pays de Montbéliard, une convention constitutive de groupement de commandes permanent définissant notamment les modalités de fonctionnement du groupement,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité des membres présents d'approuver les termes de la convention de groupement de commandes et autorise le maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes.

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an ci-dessus.

4/ Délibération sur la composition du prochain conseil communautaire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 5211-6-1,

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-2021-07-01-00016 du 1er juillet 2021 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération « Pays de Montbéliard Agglomération », créée le 1er janvier 2017,

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-2016-12-16-008 du 16 décembre 2016 fixant la composition actuelle du Conseil de Communauté de Pays de Montbéliard Agglomération, complété par l'arrêté préfectoral n° 25-2023-12-20-00002 du 20 décembre 2023 portant notamment extension du périmètre de Pays de Montbéliard Agglomération à la commune de Dampjoux,

Vu le décret n° 2024-1276 du 31 décembre 2024 authentifiant notamment les chiffres des populations de métropole,

Considérant que l'année précédant celle du renouvellement général des conseils municipaux et au plus tard, le 31 octobre, un arrêté préfectoral fixant la composition de l'organe

délibérant de chaque EPCI à fiscalité propre et la répartition des sièges entre communes membres doit être pris,

Considérant qu'en application des règles de droit commun de l'article L. 5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la composition du Conseil de Communauté de Pays de Montbéliard Agglomération, pour le mandat 2026 – 2032, sera arrêtée à 113 membres répartis comme suit :

- 16 sièges attribués à la commune de Montbéliard ;
- 8 sièges attribués à la commune d'Audincourt ;
- 6 sièges attribués à la commune de Valentigney ;
- 3 sièges attribués aux communes de Grand-Charmont, Seloncourt et Bethoncourt ;
- 2 sièges attribués aux communes de Mandeuve, Pont de Roide – Vermondans, Sochaux, Etupes, Bavans, Hérimoncourt et Exincourt ;
- 1 siège attribué à chacune des 60 communes membres restantes à savoir, par ordre décroissant de population : Voujeaucourt, Vieux-Charmont, Fesches-le-Chatel, Mathay, Bart, Nommay, Dampierre-les-Bois, Sainte Suzanne, Montenois, Courcelles-les-Montbéliard, Dasle, Blamont, Colombier-Fontaine, Taillecourt, Abbévillers, Arbouans, Saint Maurice-Colombier, Bourguignon, Etouvans, Badevel, Vandoncourt, Allenjoie, Dambenois, Lougres, Sainte Marie, Longeville sur Doubs, Dung, Roche-les-Blamont, Berche, Dambelin, Autechaux-Roide, Ecot, Bondeval, Pierrefontaine-les-Blamont, Brognard, Présentevillers, Villars-les-Blamont, Dampierre sur le Doubs, Villars sous Dampjoux, Glay, Villars sous Ecot, Raynans, Meslières, Noirefontaine, Semondans, Goux les Dambelin, Beutal, Ecurcey, Issans, Allondans, Remondans-Vaivre, Thulay, Feule, Neuchatel-Urtière, Dampjoux, Echenans, Saint Julien les Montbéliard, Solemont, Dannemarie et Bretigney,

Considérant que l'article L. 5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales permet aussi aux communes membres d'un EPCI à fiscalité propre de définir un accord local à valider à la majorité qualifiée au plus tard le 31 août 2025 par les conseils municipaux,

Considérant qu'un accord local, pour être légal, nécessite de respecter les conditions édictées par la loi du 9 mars 2015 adoptée suite à la censure constitutionnelle du 20 juin 2014, notamment à savoir :

- chaque commune doit disposer à minima d'un siège au sein de l'organe délibérant ;
- aucune commune ne peut disposer de plus de 50% des sièges ;
- la répartition des sièges doit être opérée en fonction de la population de chaque commune : pour être en conformité avec la jurisprudence constitutionnelle, le nombre de sièges attribué à une commune ne doit pas s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale de l'EPCI,

Considérant qu'en respect de ces règles, 10 hypothèses d'accord local ont pu déterminées,

Considérant que lors de sa réunion du 5 juin 2025, le Conseil des Maires a estimé que seule une hypothèse était envisageable, celle conduisant à une composition fixée à 112 membres répartis comme suit :

- 13 sièges attribués à la commune de Montbéliard ;
- 7 sièges attribués à la commune d'Audincourt ;
- 5 sièges attribués à la commune de Valentigney ;
- 3 sièges attribués aux communes de Grand-Charmont et Seloncourt ;

- 2 sièges attribués aux communes de Bethoncourt, Mandeuve, Pont de Roide – Vermondans, Sochaux, Etupes, Bavans, Hérimoncourt, Exincourt, Voujeaucourt, Vieux-Charmont, Fesches-le-Chatel, Mathay et Bart ;
- 1 siège attribué à chacune des 55 communes membres restantes à savoir, par ordre décroissant de population : Nommay, Dampierre-les-Bois, Sainte Suzanne, Montenois, Courcelles-les-Montbéliard, Dasle, Blamont, Colombier-Fontaine, Taillecourt, Abbévillers, Arbouans, Saint Maurice-Colombier, Bourguignon, Etouvans, Badevel, Vandoncourt, Allenjoie, Dambenois, Lougres, Sainte Marie, Longeville sur Doubs, Dung, Roche-les-Blamont, Berche, Dambelin, Autechoux-Roide, Ecot, Bondeval, Pierrefontaine-les-Blamont, Brognard, Présentevillers, Villars-les-Blamont, Dampierre sur le Doubs, Villars sous Dampjoux, Glay, Villars sous Ecot, Raynans, Meslières, Noirefontaine, Semondans, Goux les Dambelin, Beutal, Ecurcey, Issans, Allondans, Remondans-Vaivre, Thulay, Feule, Neuchatel-Urtière, Dampjoux, Echenans, Saint Julien les Montbéliard, Solemont, Dannemarie et Bretigney,

Considérant que pour que cet accord local soit conclu, il doit être adopté, au plus tard le 31 août 2025, par les Conseils Municipaux des communes membres de Pays de Montbéliard Agglomération par délibérations concordantes à la majorité qualifiée, à savoir la moitié des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population totale de l'EPCI ou les deux tiers des conseils municipaux représentant la moitié de la population totale de l'EPCI,

Considérant qu'à défaut d'obtention d'un tel accord dans les délais impartis, le droit commun (113 sièges) s'appliquera,

Considérant qu'il appartient à présent au Conseil Municipal de se prononcer,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité des membres décide :

- de se prononcer en faveur de l'accord fixant à 112, le nombre de sièges du conseil de communauté de Pays de Montbéliard Agglomération.
- autorise le maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an ci-dessus.

5/ Information du conseil municipal sur la réforme du mode de scrutin pour les communes de moins de 1000 habitants

1. Instauration d'un scrutin de liste paritaire proportionnel

En application du nouvel article L. 252 du code électoral, les prochaines élections municipales dans les communes de moins de 1000 habitants se dérouleront exclusivement selon un scrutin de liste paritaire proportionnel (avec une prime majoritaire de 50% pour la liste arrivée en tête), sans panachage ni vote préférentiel.

Les listes devront respecter une parité stricte, avec une alternance obligatoire entre candidats de sexe différent.

Il ne sera plus possible pour les électeurs de modifier les bulletins en rayant ou ajoutant des noms : le panachage est définitivement supprimé.

2. Possibilité de constituer des listes avec deux candidats supplémentaires

Chaque liste pourra comporter jusqu'à deux candidats supplémentaires par rapport au nombre de sièges à pourvoir. Cela permettra d'assurer plus aisément le remplacement d'un conseiller municipal élu en cas de vacance (article L. 260 du code électoral).

3. Mentions obligatoires sur les bulletins

Pour les candidats ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France, la nationalité devra être indiquée clairement en regard de leur nom sur le bulletin de vote (nouvel article L.O. 247-1 du code électoral)

4. Élection des adjoints au maire au scrutin de liste

L'élection des adjoints se fera désormais au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel, et dans le respect de la parité alternative.

5. Composition des commissions de contrôle des listes électorales

La composition des commissions de contrôle des listes électorales sera désormais identique à celle des communes de plus de 1 000 habitants. Celle-ci sera en fonction du nombre de listes ayant obtenu des sièges au conseil municipal (article L.19 du code électoral)

2. Mesures d'adaptation spécifiques aux communes de moins de 1 000 habitants

Pour tenir compte des difficultés à composer des listes répondants à l'exigence de parité qu'il a étendue aux communes de moins de 1 000 habitants, le législateur a assorti ces dispositions de différentes mesures d'adaptation.

1. Possibilité de dépôt d'une liste incomplète

Une liste incomplète pourra être déposée avec jusqu'à deux candidats de moins que l'effectif théorique du conseil municipal. Elle sera alors réputée complète (nouvel article L.252 du code électoral).

Les listes devront donc compter un nombre de candidats indiqué dans le tableau suivant :

Strate démographique	Effectif légal du conseil municipal	Nombre minimum de candidats	Nombre maximum de candidats
Moins de 100 habitants	7	5	9
De 100 à 499 habitants	11	9	13
De 500 à 999 habitants	15	13	17

2. Exception d'incomplétude du conseil municipal

Les conseils municipaux seront réputés complets dans les communes de moins de 1 000 habitants s'ils comptent deux membres de moins que l'effectif prévu à l'issue du renouvellement général ou d'une élection complémentaire (nouvel article L.2121-2-1 du code général des collectivités territoriales).

3. Désignation des conseillers communautaires

Les conseillers communautaires continueront à être désignés dans l'ordre du tableau, au moment de l'installation du conseil municipal ou de l'élection du maire en cours de mandat, comme c'est le cas actuellement.

4. Maintien d'élections partielles complémentaires

Le nouvel article L.258 du code électoral a maintenu le dispositif d'élections partielles complémentaires dans les communes de moins de 1 000 habitants afin d'éviter à ces dernières d'avoir à organiser des élections partielles intégrales.

De plus, les listes pourront comporter jusqu'à deux candidats supplémentaires et jusqu'à deux candidats de moins qu'il y a de sièges à pourvoir pour compléter le conseil (nouvel article L.258-1 du code électoral).

5. Election d'un adjoint en cours de mandat

En cas de vacances d'un poste d'adjoint au maire, le remplaçant n'aura pas être nécessairement du même sexe l'élu initial (nouvel article L.2122-7-2 du code général des collectivités territoriales).

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an ci-dessus.

6/ Affaires diverses

6.1 Epicerie mobile Jardins d'Idées : projet d'épicerie itinérante

Les jardins d'Idées, atelier chantier d'insertion en maraichage biologique situé à Bavans, portent un projet d'épicerie mobile itinérante à destination de tous. Ce projet est soutenu par PMA ainsi que par les services de l'état.

Un questionnaire relatif à l'opportunité de la mise en place de ce projet sur la commune sera retourné aux jardins d'Idées.

6.2 Renforcement des règles de collectes

Une tolérance était appliquée jusqu'à présent pour permettre l'adaptation de chacun aux nouvelles consignes (bac jaune, redevance) mais vu les nombreuses incivilités et les erreurs de tri, PMA renforce l'application de ce règlement.

Les bacs jaunes (déchets recyclables) contenant des ordures ménagères, des sacs fermés, du verre ou autres déchets non recyclables ne seront plus collectés.

-Un avis cartonné orange sera accroché au bac de l'utilisateur

- L'utilisateur devra retrier ses déchets pour la collecte suivante des bacs jaunes

- sans action de sa part, le bac sera vidé la semaine suivante lors de la collecte des ordures ménagères mais il sera facturé comme une levée supplémentaire dans le cadre de la redevance incitative.

ATTENTION :

Pour que le bac jaune soit pris en charge avec les ordures ménagères, l'avis cartonné devra rester sur celui-ci.

6.3 Demande de subvention

OncoDoubs sollicite une subvention pour accompagner les personnes fragilisées par la maladie, le conseil municipal ne donne pas suite à cette demande.

6.4 Qualité de l'eau potable à Villars sous Ecot année 2024 (rapport de l'ARS)

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conformes aux limites de qualité réglementaires. Un dépassement ponctuel de la limite a cependant été observé pour la microbiologie. Des démarches ont été mises en œuvre par l'exploitant permettant un retour à la normale.

6.5 Vidéo protection

Un projet d'installation de 4 caméras de vidéo-protection nécessite un raccordement sur le réseau fibre. Le coût d'accès au réseau public (17 500€ HT) à financer en une fois la première année et le coût de maintenance (960€ HT par année) ne permet pas à la commune de concrétiser ce projet.

La séance est close à 20h15

le secrétaire

le Maire

C. Mouhot

C. Hirsch